

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Cabinet du Premier ministre.

Le Premier ministre,

Vu le décret n° 43-1233 du 28 juillet 1948, modifié par le décret du 21 août 1951, portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu le décret du 2 avril 1973 portant nomination du Premier ministre,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est nommé au cabinet du Premier ministre en qualité de conseiller technique : M. Le Bars (Yvon), ingénieur en chef des mines.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1^{er} février 1974.

Fait à Paris, le 5 février 1974.

PIERRE MESSMER.

Administrateurs civils.

Par arrêté du Premier ministre en date du 30 janvier 1974, Mlle Rezeau (Monique), administrateur civil de 2^e classe, est affectée au ministère du travail, de l'emploi et de la population et au ministère de la santé publique et de la sécurité sociale à compter du 1^{er} janvier 1974.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Décret n° 74-89 du 29 janvier 1974 portant modification du décret n° 63-435 du 29 avril 1963 relatif au statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du ministre de la fonction publique,

Vu le décret n° 63-435 du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 3 du décret susvisé du 29 avril 1963 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 3.

Le recrutement des agents contractuels des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports est fixé comme suit :

1^o Agents de 3^e catégorie.

Parmi les candidats titulaires des diplômes suivants :

Titre d'éducation sportif délivré soit par l'Etat, soit par les fédérations sportives dirigeantes ayant reçu délégation de pouvoirs reconnus par arrêté ;

Diplôme ou brevet d'éducation physique et sportive ;

Première partie du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire ;

Première partie du diplôme d'Etat de conseiller sportif.

Toutefois, pourront être recrutés dans cette catégorie et dans la limite de 20 p. 100 de l'effectif budgétaire y afférent les candidats non titulaires des diplômes susvisés, mais justifiant de connaissances et de compétences reconnues dans le domaine de leur spécialité et pouvant être appréciés d'après :

Leur compétence réelle dans une technique d'éducation populaire ou sportive, affirmée soit par la possession d'un diplôme technique, soit par des études spécialisées, des travaux ou des publications personnelles ;

Leurs qualités pédagogiques et leurs connaissances de divers milieux populaires de jeunesse ou sportifs acquises par une expérience de plusieurs années consécutives au service d'organismes postsecondaires ou sportifs agréés.

2^o Agents de 2^e catégorie.

Parmi les candidats titulaires des diplômes ci-dessous désignés :

Diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire ;

Certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives (C. A. P. A. S. E.) et, dans ce cas, après vérification de l'aptitude aux fonctions considérées selon des modalités qui sont fixées par arrêté ministériel ;

Diplôme d'Etat de conseiller sportif ;

Brevet d'Etat (deuxième degré) d'éducateur sportif, institué par le décret n° 72-490 du 15 juin 1972, et titres admis en équivalence par arrêté ministériel ;

Brevet d'Etat (deuxième degré) d'éducateur pour les activités physiques et sportives de pleine nature, institué par le décret n° 73-939 du 2 octobre 1973 ;

Brevet de guide de haute montagne et diplôme d'Etat de moniteur de ski ;

Diplôme de moniteur d'éducation physique et sportive de la police nationale ;

Brevet d'Etat d'entraîneur de natation sportive ;

Brevet d'Etat de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées,

et, dans la limite de 20 p. 100 de l'effectif budgétaire de cette catégorie, parmi les agents de 3^e catégorie réunissant plus de cinq ans d'ancienneté en cette qualité.

3^o Agents de 1^{re} catégorie.

Parmi les agents de la 2^e catégorie réunissant plus de cinq ans d'ancienneté en cette qualité.

Art. 2. — L'article 4 du décret susvisé du 29 avril 1963 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 4.

Les candidats aux emplois visés par le présent décret devront satisfaire aux conditions posées aux 2^o, 3^o et 4^o de l'article 16 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires.

Art. 3. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 janvier 1974.

PIERRE MESSMER.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre de la fonction publique,
PHILIPPE MALAUD.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
PIERRE MAZEAUD.

Le secrétaire d'Etat
auprès du ministre de l'économie et des finances,
HENRI TORRE.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Concours pour le recrutement d'instructeurs techniques des services extérieurs de l'éducation surveillée.

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la fonction publique en date du 1^{er} février 1974, l'ouverture d'un concours pour le recrutement de trente-deux instructeurs techniques des services extérieurs de l'éducation surveillée est autorisée pour l'année 1974.

NOTA. — Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser à la direction de l'éducation surveillée, 52, boulevard Raspail, Paris (6^e).